

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/n° 2025- 221
du
19 JUIN 2025

complémentaire visant à mettre à jour l'étude de dangers des installations exploitées par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE SA au sein de son établissement à Hauconcourt (57280), zone industrielle de Malambas.

Le Préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 181-3, L. 181-14, L. 181-25, L. 511-1, D. 181-15-2 et R. 181-45 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n°2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2005-AG-2-8 du 20 janvier 2005 modifié autorisant la modification des activités exercées par la société AIR LIQUIDE sur le site d'Hauconcourt ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment son article 51 ;

Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

Vu l'étude de dangers de 2013 (révision 2) de la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE relative à son établissement d'Hauconcourt, ainsi que les compléments apportés par courriers notamment en 2015, 2016, 2018, 2021 et 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est établi suite à la visite du 23 janvier 2025, référencé Hauconcourt_Air liquide_2025-04-24_RAPVI_MK_01425, du 30 avril 2025 ;

Vu le courrier préfectoral et le projet d'arrêté transmis à l'exploitant pour observations éventuelles, le 15 mai 2025 ;

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai imparti ;

Considérant qu'au titre de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que dans le cadre de la visite du 23 janvier 2025, l'Inspection a constaté que l'étude de dangers de la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE SA susvisée est incomplète et que ladite société n'exploite pas son établissement conformément à son étude de dangers ;

Considérant que depuis la dernière mise à jour de l'étude de dangers en 2013, plusieurs modifications de l'établissement ont été portées à la connaissance du préfet de la Moselle sans que l'étude de dangers initiale ne soit mise à jour ;

Considérant qu'au regard de ces éléments, la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'est pas assurée et ce en désaccord avec l'article L. 181-3 du même code ;

Considérant qu'au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, le préfet peut imposer à tout moment toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions de l'article L. 181-3 de ce même code s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

Considérant qu'au titre de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces prescriptions sont fixées par arrêtés qui peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues au sein de l'étude de dangers visée à l'article D. 181-15-2 de ce même code ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

ARRÊTE

Article 1: champ et portée du présent arrêté

La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE SA, SIREN n° 314119504, dont le siège social est situé 6 rue Cognacq-Jay à Paris (75007), transmet au préfet de la Moselle dans un délai maximal de huit mois à compter de la date de la notification du présent arrêté, pour son établissement implanté sur le territoire de la commune d'Hauconcourt (57280), zone industrielle de Malambas (SIRET n° 31411950400640), la révision et mise à jour de l'étude de dangers de son établissement, dans le respect des dispositions et de la méthodologie prévues par la circulaire du 10 mai 2010 susvisée.

L'étude de dangers susmentionnée prend en compte a minima l'ensemble des constats formulés au sein du rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est établi suite à la visite du 23 janvier 2025 susvisé. Un tableau en annexe de l'étude dangers précise pour chaque constat susmentionné comment celui-ci a été pris en compte au sein de l'étude de dangers et mentionne les pages concernées de celle-ci.

Les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés au sein de la version transmise au préfet.

Article 2 : publication

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Hauconcourt et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est transmis par le maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois : publications-publicité légale installations classées et hors installations classées - arrondissement de Metz.

Article 3 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, le maire d'Hauconcourt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE SA.

A Metz, le 19 JUIN 2025

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Richard Smith

Délais et voies de recours :

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles L 181-12 à L 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux. »

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>

